

Concertation sur la réforme de l'asile

Fiche n°11

Les modalités d'accompagnement des demandeurs d'asile

L'accompagnement des demandeurs d'asile regroupe des missions de suivi administratif de la demande d'asile et de suivi social (ouverture des droits sociaux, scolarisation des enfants, etc.). Aux 11 missions assurées par les plates-formes actuellement mises en œuvre dans le cadre d'un référentiel, contesté par certaines associations, s'ajoutent les missions propres aux centres d'hébergement. Dans ce dernier cas, les centres d'accueil pour les demandeurs d'asile (CADA) constituent le centre d'hébergement offrant le plus grand nombre de prestations d'accompagnement des demandeurs d'asile.

1. Un premier accompagnement socio-administratif au niveau régional

- Scénario 1-1 : La direction territoriale de l'OFII

Avant ou après être passé éventuellement par la préfecture pour définir son statut, le demandeur d'asile se rend à la direction territoriale de l'OFII, qui effectue une première évaluation sociale du demandeur, détecte le niveau de vulnérabilité (soit directement, soit par convention avec une association), oriente éventuellement vers une visite médicale (OFII ou médecin de ville), inscrit et oriente le demandeur d'asile dans le dispositif national d'accueil (passage éventuel par un centre régional d'hébergement temporaire) soit dans la région d'arrivée, soit dans une autre région si les capacités d'hébergement ne sont pas suffisantes.

Dans l'hypothèse du transfert de la gestion de l'allocation temporaire d'attente (ATA) de Pôle Emploi vers l'OFII, la direction territoriale pourrait délivrer une carte à puce pour bénéficier de l'allocation ou à tout le moins, procéder à l'ouverture des droits du demandeur d'asile.

- Scénario 1-2 : La plate-forme régionale

Le demandeur d'asile est accueilli par une plate-forme régionale d'accueil sur le modèle existant aujourd'hui qui assure l'hébergement provisoire en centre de transit, diagnostique la vulnérabilité, oriente éventuellement ou obligatoirement vers une visite médicale, inscrit le demandeur d'asile dans le dispositif national d'accueil, prend rendez-vous avec la préfecture de destination en cas de réorientation.

2. Un accompagnement social des demandeurs d'asile de proximité

Si le besoin de privilégier un accompagnement de proximité a été reconnu, le mode d'accompagnement dépend largement du choix de modèle d'hébergement.

- Scénario 2-1 : La non-dissociation de l'accompagnement et de l'hébergement

Selon les associations, l'accompagnement ne peut être assuré que par des centres d'hébergement des demandeurs d'asile (CADA) car le lien social tissé dans ces établissements permet d'être au plus proche des besoins des demandeurs d'asile. Ce modèle suppose de ne financer que des places de CADA ou de "type CADA" selon les termes employés par le rapport des inspections générales.

- Scénario 2-2 : Des modes d'hébergement hétérogènes

Le double modèle d'hébergement perdurerait (CADA+HU) : cela supposerait de faire coexister des plates-formes régionales d'accueil et des plates-formes départementales d'accompagnement en plus du dispositif des CADA. Dans ce modèle,, pour des raisons de coûts et de lisibilité (éviter une redondance entre les acteurs), les structures d'hébergement se consacrent uniquement à l'hébergement et à une information du demandeur sur son environnement (associations, écoles, etc.) et les plates-formes départementales se chargent du suivi social. Un socle commun de prestations serait redéfini et certaines prestations d'accompagnement seraient externalisées auprès d'associations. Les CADA pourraient par exemple ne plus gérer l'allocation mensuelle de subsistance (AMS). Des conventions seraient conclues avec les caisses d'assurance maladies pour la gestion de la CMU. Cette solution permettrait d'obtenir une mutualisation et une homogénéisation des prestations.